

Un défi à relever...

Pourquoi n'arrivons-nous pas à être Église avec toutes ces communautés d'origine étrangère qui fleurissent dans nos villes ? Cela devrait d'autant plus nous étonner que nous les accueillons souvent en leur prêtant des locaux et que nous proclamons très fort que dans l'Église, il n'y a plus de nationalités, mais que nous sommes tous un en Christ.



Bizarrement, nous avons réussi à devenir une Église protestante unie, mais en laissant de côté de nombreuses communautés ou unions d'Églises luthériennes et réformées d'origine étrangère. Depuis que le Défap et la Cevaa ont été créés, dans les années soixante-dix, et que l'on a compris que l'élaboration théologique ne passait pas uniquement par la culture occidentale, nous avons la prétention de construire une théologie et une Église communes et interculturelles. C'est donc un peu plus compliqué !

De l'occident...

Pour aller plus loin :

- «Nous ne pouvons pas rester entre nous»
- «L'interculturalité est un voyage, et souvent, on ne voit pas le chemin»
- En dialogue par-delà les frontières, de Brazzaville à Strasbourg

Après des siècles de développement assez linéaire de l'Église occidentale, nous avons connu une période de confrontation aux autres cultures dans le cadre des missions traditionnelles, pendant laquelle nous avons partagé ces siècles d'expériences et de construction théologique avec d'autres. À partir des années soixante-dix, la Cevaa et d'autres organismes œcuméniques nous ont rendus conscients que chaque culture pouvait développer sa propre réflexion théologique. On a ainsi vu émerger des théologies asiatiques, des théologies africaines, etc. La théologie s'incarnait dans les diverses cultures et nos Églises réalisaient que l'Évangile pouvait se dire dans des concepts familiers à chacun. Depuis, des théologiens ont travaillé aux quatre coins du monde pour développer une pensée théologique propre à leur culture, publiant de nombreux ouvrages, preuves de la vitalité de ce nouveau souffle.

Aujourd'hui, cinquante ans plus tard, la globalisation nous invite à passer à une autre étape : construire une théologie et une Église interculturelles. Il ne s'agit

plus seulement de développer une théologie africaine en Afrique, une théologie chinoise en Chine, mais une réflexion théologique commune, qui mette en synergie en les valorisant toutes ces théologies culturellement marquées. En France, en tous cas, c'est devenu une nécessité. Les Églises de notre pays sont amenées à faire de la place à des hommes et des femmes venant d'ailleurs, qui veulent à la fois garder leur culture d'origine tout en intégrant celle qui les accueille. Ils ne veulent abandonner ni l'une ni l'autre. Nombre de nos frères et sœurs, assis le dimanche sur les mêmes bancs d'Église que nous, partagent une double identité ecclésiale : celle de leur Église d'origine et celle de leur Église d'accueil. Dans les grandes villes, il est courant de voir des chrétiens membres de deux paroisses : une paroisse française et une paroisse issue de leur Église d'origine.

... au monde entier

Cette double identité ne va pas de soi, surtout lorsqu'on aborde des questions éthiques. Nous avons, par exemple, de la difficulté à imaginer le choc produit par notre décision de bénir des couples de même sexe pour des protestants venus de pays où l'on met en prison celui ou celle qui est seulement soupçonné d'homosexualité ! De notre côté, nous avons beaucoup de difficultés à comprendre comment fonctionne la famille africaine... Alors, la Cevaa a initié une réflexion commune et interculturelle autour de toutes ces questions : des séminaires ont eu lieu, des fiches d'animation ont été élaborées. C'est à nos communautés

de se saisir de ce travail pour le prolonger localement, régionalement. Le chantier nous concerne tous : Églises locales, synodes, facultés de théologie et organismes missionnaires. L'enjeu est Vital pour l'Église de notre temps.

*Jean-Luc Blanc,
Secrétaire général du Défap – Service protestant de
mission
article publié dans Paroles Protestantes – Est-
Montbéliard, n°141, janvier 2019*

Migration avec dignité

La Journée internationale des migrants, en ce 18 décembre, est l'occasion de dissiper les préjugés et de sensibiliser l'opinion à leurs contributions dans les domaines économique, culturel et social, au profit tant de leur pays d'origine que de leur pays de destination.



En 2018, près de 3400 migrants et réfugiés ont perdu la vie.

Traiter chaque migrant avec dignité est l'une des exigences fondamentales qui doit guider chacune de nos actions. La migration est le grand enjeu de notre époque mais elle représente également un moteur pour la dignité, car elle permet aux individus de choisir de participer plutôt que de s'isoler. Voilà pourquoi, en ce 18 décembre, journée internationale des migrants, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) lance la campagne #AvecDignité.

Pour aller plus loin :

- [«On n'empêche pas l'humanité de se mouvoir» : Geneviève Jacques, de la Cimade, invitée au Défap](#)
- [La Déclaration de New York](#)
 - [Le site de l'OIM](#)
- [Visiter le blog «Exilés l'accueil d'abord»](#)
 - [«Accueillons les exilés» : la page Facebook](#)
 - [En savoir plus sur la Journée internationale des migrants](#)

«Nous sommes aujourd'hui une espèce en mouvement, souligne le directeur général de l'OIM, António Vitorino ; des centaines de millions d'entre nous sont, au sens le plus large, des migrants. Il reste beaucoup à faire. Et apprendre. Mais la dignité vient en premier. Avant tout, la dignité de choisir. La migration est un facteur de dignité car elle permet aux personnes de choisir de se sauver, de se protéger, de s'éduquer ou de se libérer. (...) Nous devons honorer ces choix en les respectant. Nous les respectons en traitant ceux qui font de tels choix avec dignité.» Ériger des murs ne peut être une solution : le responsable explique que «la guerre, le changement climatique, la démographie et l'écart grandissant entre les nantis et les démunis contribuent à rendre plus importante la dépendance des hommes à la migration comme moyen d'assurer la sécurité et le bien-être des individus, des familles et des communautés».

L'Assemblée générale de l'ONU en 2016 a adopté des engagements essentiels visant à renforcer la protection de millions de personnes déplacées de force et qui se déplacent pour d'autres motifs dans le monde entier. Par ce texte, appelé la Déclaration de New York, les États Membres se sont engagés à :

- Protéger les droits des réfugiés et des migrants;
- Sauver des vies;
- Partager la responsabilité du soutien et de l'accueil de ces réfugiés et migrants;
- Entamer des négociations menant à une conférence internationale;
- Adopter en 2018 un pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière.

On compte 258 millions de migrants dans le monde soit 3,4 % de la population. Près de 40 millions sont des enfants et des étudiants. Ils se déplacent majoritairement en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, avec seulement un tiers vivant en Europe.

Retrouvez ci-dessous le message du directeur général de l'OIM, António Vitorino, à l'occasion du lancement de la campagne #AvecDignité le 18 décembre, journée internationale des migrants :

**«On n'empêche pas
l'humanité de se
mouvoir»**

Faire tomber les préjugés, changer les regards sur les migrants : c'est le combat de Geneviève Jacques, militante de longue date de la Cimade, et qui a présidé cette association de 2013 à 2018. Elle était invitée au Défap le 6 décembre

dernier lors de la journée de réunion des Équipes Régionales Mission. Une manière de concrétiser une proximité qui se traduit notamment par le fait que le Défap siège au Conseil d'administration de la Cimade... À l'occasion de cette rencontre, Geneviève Jacques est revenue sur les engagements de la Cimade.



Geneviève Jacques lors de la réunion des ERM au Défap, 6 décembre 2018 © Défap

Protestantisme et Résistance, les racines de la Cimade

«La Cimade, fondée le 18 octobre 1939 et baptisée à l'origine «Comité inter-mouvements auprès des évacués», va célébrer ses 80 ans en 2019. Ses engagements d'aujourd'hui plongent dans les

racines de ses engagements d'alors. Au moment de la Drôle de Guerre, des étudiants, scouts, protestants, se sont mis ensemble pour accompagner tous les «déplacés internes» que l'on évacuait alors d'Alsace-Lorraine, en prévision de l'arrivée de l'armée allemande. Puis la guerre a éclaté, la France a été en partie occupée ; la Cimade a été appelée par le pasteur Cadier, d'Oloron-Sainte Marie, pour envoyer des équipes dans un camp d'internement, celui de Gurs, où l'on commençait à enfermer de plus en plus d'anti-nazis allemands et autrichiens, considérés comme des indésirables étrangers (parmi ces indésirables figurait, par exemple, Hannah Arendt). On avait aussi commencé à y interner des Juifs, étrangers dans un premier temps, puis des Juifs français. La Cimade a installé dans le camp du Gurs une présence, une baraque qui est devenue un lieu de rencontre culturel et cultuel : les gens y retrouvaient leur dignité, ceux qui voulaient prier le faisaient... Puis, quand l'Occupation s'est étendue à tout le pays, la Cimade est entrée dans la Résistance pour faire passer des Juifs et des résistants hors du pays.

La Cimade était donc, à l'origine, un mouvement de jeunes protestants français, nourris par des réflexions de théologiens français, mais aussi allemands comme Dietrich Bonhoeffer. Avec l'idée

d'être aux côtés de ceux que l'on considérait comme indésirables dans la société ; de tenter tout ce qui était possible pour qu'ils vivent une vie digne au milieu des autres et avec les autres. Cette action s'est accompagnée, de la part des grandes figures de l'époque, d'une dénonciation à l'extérieur : c'est notamment grâce à la Cimade, qui faisait parvenir clandestinement des informations hors du pays, qu'une solidarité internationale œcuménique a pu se mettre en place.»

Être «aux côtés de»

Pour aller plus loin :

- [Un service d'Église : actualité et enjeux de la mission](#)
- [Les demandes d'asile en 2017 en France et en Europe : bilan de la Cimade](#)
- [Des rencontres pour faire tomber les préjugés, une initiative de la Cimade](#)
 - [Le point sur le délit de solidarité avec Amnesty International](#)
 - [Le site de l'Ofpra](#)
 - [Le site du HCR](#)
 - [La rose et la mission](#)
- [Les voyages forment la Mission](#)
- [Équipes Régionales Mission : quelles missions pour demain?](#)
- [La Mission, chantier en cours](#)

«Ne pas simplement «agir pour», mais être «à côté», «du côté» des personnes étrangères – réfugiés, demandeurs d’asile, immigrés, exilés – c’est ce qui fait encore aujourd’hui partie de l’identité de la Cimade ; et aussi témoigner à l’extérieur, ne pas se contenter d’une action de terrain. Enfin, intervenir auprès des pouvoirs publics pour faire changer des lois quand elles sont indignes, ou des pratiques quand elles sont inacceptables. Et changer les regards... Ce combat pour essayer de faire changer les regards dans l’opinion publique passe par les explications rationnelles, les publications pour démonter les préjugés et citer les vrais chiffres, mais aussi par des discours et des actions pour toucher les gens qui hésitent : ce qui peut se faire à travers des rencontres, pour sortir des concepts qui suscitent les craintes. [Les rencontres](#) avec des gens concrets sont essentielles pour faire tomber les peurs : eux aussi sont des pères ou des fils, ont une famille ; cette expérience d’une humanité partagée permet de faire évoluer les regards. Les leviers de la culture (littérature, cinéma, théâtre, chansons, mais aussi cuisine ou artisanat) permettent aussi une ouverture aux autres et au monde. Ils permettent de lutter contre l’enfermement, de montrer aux gens qu’on respire mieux avec la fenêtre ouverte. Ils donnent à voir d’autres façons de comprendre

et de vivre le monde. Ils permettent de montrer que ces hommes, ces femmes et ces enfants ne sont pas des abstractions, qu'ils sont là avec nous ; et qu'il nous faut construire ensemble un «nous» commun.»

Accueillir les migrants, est-ce irréaliste ?

«Des politiques nous disent parfois que nous sommes irréalistes, naïfs ; qu'il est plus réaliste de renvoyer ceux qui sont illégalement dans notre pays. On estime qu'en France, il y a entre 200.000 et 400.000 personnes qui n'ont pas les bons papiers. Les expulser, ce n'est pas réaliste. Ce qui est irréaliste, c'est de prétendre fermer les frontières de manière étanche, de renvoyer les gens qui n'ont pas les bons papiers. Il y a de plus en plus de chercheurs, d'écrivains, qui disent qu'il est urgent d'aller vers une autre vision, une autre appréhension de la société et des questions migratoires présentes et à venir. Tout le monde reconnaît que les êtres humains ont toujours bougé à travers l'Histoire et vont continuer à le faire : on n'empêche pas l'humanité de se mouvoir. Fermer les yeux sur cette réalité, c'est se condamner à être aveugle. C'est un fait ! Et parmi les facteurs qui accroissent aujourd'hui

cette mobilité, il y a par exemple le dérèglement climatique, dont les conséquences touchent déjà de plein fouet de nombreux pays. Dans la zone sahélienne en particulier, les régions habitables se réduisent ; les populations doivent partir ; et même si l'Afrique est la première concernée par ces mouvements (80% des migrations africaines se passent à l'intérieur même du continent), cela entraîne aussi des migrations internationales.

L'urgence serait de repenser cette question des mobilités entre les pays de départ, d'arrivée, de transit ; et avec les migrants, pour qu'il n'y ait pas autant de drames en cours de route : 17.000 morts et disparus en Méditerranée depuis 2014, selon l'OIM (l'Organisation internationale pour les migrations). Et comme l'Europe se ferme toujours plus pour décourager les arrivées, le nombre de ceux qui traversent la Méditerranée diminue quelque peu... mais le pourcentage des morts augmente. Il faut repenser notre façon d'habiter la Terre : les pays existent ; mais qui dit frontières ne dit pas forcément frontières fermées ; et il faut savoir gérer ces migrations, ces mobilités, dans l'intérêt de tout le monde, pour que ce ne soient pas toujours les plus faibles qui en pâtissent.

À ceux qui disent aussi qu'il faut renvoyer les

migrants pour qu'ils participent au développement de leur pays, on peut répondre que l'argent envoyé par les migrants à leurs proches atteint des montants 100 fois supérieurs à ceux de l'aide publique au développement. Des populations entières survivent ainsi. Arrêter l'immigration aujourd'hui, ce serait aggraver les problèmes d'extrême pauvreté, par exemple en Afrique.»

«Bons» et «mauvais» migrants



Geneviève Jacques au Défap, 6 décembre 2018 © Défap

«Les mots ne sont jamais neutres. On entend souvent, pêle-mêle, ceux de «réfugiés», de

«demandeurs d'asile», de «migrants économiques», de «clandestins», «d'irréguliers»... Il y a ce que disent les dictionnaires, et la manière dont on utilise le vocabulaire – souvent pour entretenir une certaine confusion.

Le terme «réfugié» désigne des personnes qui ont été demandeuses d'un asile, d'une protection internationale, et qui ont été reconnues comme pouvant bénéficier de cette protection garantie par la Convention de Genève sur les réfugiés. Une personne qui fuit son pays parce qu'elle craint pour sa vie pour cause de religion, couleur, ethnie, opinions politiques, orientation sexuelle... peut demander ainsi l'asile dans un autre pays en vertu de l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'an dernier, [13.000 personnes ont obtenu en France le titre de «réfugiés»](#).

Un «demandeur d'asile», c'est quelqu'un qui vient d'arriver et qui sollicite cette protection. Parfois, il peut être pris en charge dans un certain nombre de centres – ou pas pris en charge du tout ; et il va passer par toute une procédure menée par l'Ofpra ([Office français de protection des réfugiés et apatrides](#)), qui examine ces demandes. En 2017, plus de 100.000 personnes ont ainsi déposé une demande d'asile en France.

Les politiques entretiennent facilement la confusion, surtout quand ils ne veulent pas accueillir... On parlera plus facilement de «migrants économiques» pour justifier le rejet de certains migrants. Or il y a très peu de gens aujourd'hui qui ne viennent que pour des raisons politiques, ou que pour des raisons économiques. Tous prennent les mêmes bateaux, tous fuient pour un ensemble de raisons qui sont de plus en plus mélangées : le HCR ([l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés](#)) parle aujourd'hui de profils mixtes. On ne peut pas dire qu'on va accueillir ceux qui fuient les guerres et les persécutions politiques, et fermer les frontières aux autres. Opposer de façon simplistes les «bons» et les «mauvais» migrants, c'est détestable. Derrière toutes ces histoires, il y a beaucoup de drames humains, et notre devoir, c'est de faire en sorte qu'ils soient le mieux accueillis possible. Car pour beaucoup, le retour est tout simplement inenvisageable. Ils ont emprunté pour faire le voyage et doivent beaucoup d'argent, ils ont survécu à un parcours terriblement dangereux, ils ont vécu des choses terribles, franchi des milliers de kilomètres au péril de leur vie... Ils ne peuvent pas repartir.»

«Délict de solidarité»

Le délit de solidarité n'existe pas, sur le plan juridique. Mais on désigne ainsi les poursuites qui peuvent viser des personnes venant en aide à des migrants. Ce «délit» a été fortement écorné par rapport à la première version que prévoyait la législation française ; le seul aspect qui reste pénalement répréhensible, c'est le fait d'aider à passer une frontière. Le fait d'héberger un clandestin n'est plus un délit. Tout ce qui est de l'ordre de l'expression humanitaire n'est plus sanctionné. Le Conseil constitutionnel a reconnu un principe de fraternité en vertu duquel accueillir quelqu'un ne peut mener à une condamnation.

Geneviève Jacques

Retrouvez ci-dessous le spot de la campagne de la Cimade : «Faisons tomber les barrières invisibles !»

Messages de solidarité après la fusillade de Strasbourg

Mardi 11 décembre, peu avant 20h, un homme a ouvert le feu sur des passants à Strasbourg, près du marché de Noël ; 16 personnes ont été touchées, dont au moins deux ont

succombé à leurs blessures. «Le protestantisme français dans toute sa diversité se joint par la pensée et par la prière aux familles et aux proches des victimes de cette terrible agression», écrit la Fédération protestante de France. «Nos pensées et nos prières vont aux victimes et à leurs proches si durement touchés dans leur chair et leur âme, ainsi qu'aux personnes qui ont été témoins affectés par cette barbarie», écrit l'Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine.



Communiqué de la Fédération protestante de France En réaction à l'attentat de Strasbourg

La Fédération protestante de France (FPF) exprime sa peine et son indignation face à la terrible attaque perpétrée à Strasbourg le mardi 11 décembre 2018 sur le marché de Noël faisant état de 3 morts et de 13 blessés.

Le protestantisme français dans toute sa diversité se joint par la pensée et par la prière aux familles et aux proches des victimes de cette terrible agression. Il condamne fermement toute forme de terrorisme et rappelle son attachement aux valeurs républicaines de liberté d'égalité et de fraternité. Enfin il veut, plus que jamais, témoigner d'une espérance imprenable en Jésus Christ.

La FPF manifeste aussi son soutien aux Églises, œuvres et communautés protestantes d'Alsace ébranlées par cette violence et leur rappelle qu'elle se tient à leurs côtés.

Dans l'épreuve nous sommes amenés à nous tenir ensemble.

Communiqué de l'Union des

Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine

Pour aller plus loin :

- [Le texte du communiqué de la FPF](#)
- [Le texte du communiqué de l'UEPAL](#)
- [Le texte du communiqué de la Conférence des responsables de Culte en France](#)
- [Le texte du communiqué de l'Union des Fédérations Adventistes de France, de Belgique et du Luxembourg](#)

Strasbourg est frappée au cœur. Strasbourg, symbole de paix, capitale d'une Europe des valeurs, de l'humanisme et des droits de l'homme. Strasbourg est victime de la barbarie aveugle d'une folie radicalisée dont les méfaits mettent à feu et à sang notre planète, dans la longue série des attentats qui ont endeuillé les villes de France, d'Europe et du monde entier.

Nos pensées et nos prières vont aux victimes et à leurs proches si durement touchés dans leur chair et leur âme, ainsi qu'aux personnes qui ont été témoins affectés par

cette barbarie. Nous savions que le marché de Noël, tradition multiséculaire de joie et de paix, était la cible potentielle de terroristes. Nous le savions et nous sommes profondément reconnaissants aux forces de l'ordre, gendarmerie, armée et police, qui veillent sur la sécurité de nos concitoyens tout au long de l'année et particulièrement dans les semaines qui précèdent Noël. Reconnaissons aussi aux personnels de secours et aux autorités civiles qui ont assumé avec détermination, efficacité et courage leurs responsabilités dans ce drame.

Nous condamnons fermement tout acte de violence. Les Églises protestantes du monde entier ont choisi pour mot d'ordre de l'année 2019 ce verset du Psaume 34 : «Recherche la paix et poursuis-la !». A quelques jours de Noël où nous fêtons la venue du Christ, prince de la paix, cette parole est plus que jamais une invitation à nous engager activement dans la construction et la préservation de ce bien le plus précieux de l'humanité.

Les églises du centre-ville de Strasbourg organisent aujourd'hui et dans les jours qui viennent des points d'écoute pastorale et de recueillement pour tous.

Une célébration œcuménique pour la paix est organisée ce mercredi 12 décembre à 18h à l'église du Temple Neuf. Un autre temps de prière œcuménique est prévu demain jeudi à 18h en la cathédrale de Strasbourg.

Toutes les personnes de bonne volonté, quelle que soit leur appartenance religieuse, sont invitées.

Christian ALBECKER

«Nous ne pouvons pas

rester entre nous»

Deuxième volet des entretiens réalisés par Campus Protestant avec Jean-Luc Blanc, Secrétaire général du Défap : cette semaine, gros plan sur le projet d'une théologie interculturelle. «Dans toutes nos Églises, souligne-t-il, il y a aujourd'hui des gens qui ont du mal à « accrocher » avec notre manière de vivre la foi. Il y a tout un travail à faire pour mieux pouvoir communiquer». Ce qui peut passer par la théologie, qui a déjà connu de profondes transformations dans l'histoire récente : après la période de la propagation d'une manière de penser et d'une théologie homogènes, est venue celle des réflexions théologiques culturellement marquées – théologies latino-américaine, asiatique, africaine... Désormais, estime Jean-Luc Blanc, «il me semble que nous pouvons

mettre en dialogue ces différents courants...»

Retrouvez également cet entretien sur le site de [Campus Protestant](#).

Réalisation : Jean-Luc Mouton, pour [Campus Protestant](#).

L'étranger, quelle intégration ?

Inventer des relations au sein de communautés devenues multiculturelles, c'est de plus en plus souvent le défi auquel sont confrontées les Églises. Comment inventer des manières de témoigner ensemble, de faire Église ensemble ? Quels écueils éviter ? Les étrangers installés en France se sentent-ils des vocations, une mission particulière, vis-à-vis de leur pays d'accueil et vis-à-vis du pays dont ils viennent ? Ces thèmes étaient au cœur des échanges lors de la journée des réunion des Équipes Régionales

Mission, qui s'est tenue le 6 décembre au Défap. Avec également l'éclairage d'une intervenante représentant la Cimade, Geneviève Jacques, qui a évoqué toutes les difficultés de l'accueil, et plaidé pour l'invention d'une «politique de l'hospitalité».



Aperçu de la réunion des ERM au Défap, 6 décembre 2018 © Défap

«Pour accueillir l'autre, il ne suffit pas d'avoir de la bonne

volonté». Le mot est de Geneviève Jacques, personnalité emblématique de la Cimade : elle y a consacré de nombreuses années de sa vie, avant de la présider de 2013 à 2018, et elle en fait toujours partie aujourd'hui. En ce 6 décembre, elle était invitée à intervenir lors de la journée de réunion des Équipes Régionales Mission : composées de pasteurs et de laïcs, elles se retrouvent régulièrement à Paris, au Défap, tout au long de l'année, à la fois pour échanger des nouvelles sur les activités au niveau local, et pour travailler à des réflexions communes sur la mission aujourd'hui. Le thème du jour étant : «L'étranger, quelle

intégration ?»... Une problématique centrale dans les Églises aujourd'hui, qui assument, bon gré mal gré, le rôle de laboratoires dans une société où les échanges se sont accrus, aggravant les inégalités territoriales au sein d'un même pays, mettant en présence des communautés au départ très éloignées géographiquement, culturellement... mais aussi dans leurs conceptions et leurs pratiques de la foi. On peut laisser monter les tensions et opter pour le repli. On peut s'efforcer d'être en mission ensemble... Sachant que pour cela, la bonne volonté seule ne suffit pas.

«Que restera-t-il pour mes enfants de ce que j'ai apporté dans mes valises?»

Pour aller plus loin :

- [Un service d'Église : actualité et enjeux de la mission](#)
 - [La rose et la mission](#)
- [Les voyages forment la Mission](#)
- [Équipes Régionales Mission : quelles missions pour demain?](#)
- [La Mission, chantier en cours](#)

Au sein de l'assistance réunie dans la «salle de cours» du 102 boulevard Arago – cette même salle où la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris, ancêtre du Défap, formait au XIXème siècle ses futurs missionnaires – une petite vingtaine de personnes, venues des

diverses régions de France ; une invitée, Gwenaël Boulet, secrétaire nationale de la Coordination évangélisation et formation de l'Église Protestante Unie de France (EPUdF) ; et pour les accueillir, Florence Taubmann et Tünde Lamboley, du Défap. Comme point de départ des réflexions et des échanges, une relecture du cycle de Joseph dans Genèse : Joseph, arrivé comme esclave en Égypte, devenu le bras droit du pharaon, et à travers qui Dieu a pu «sauver un peuple nombreux»... Le passage proposé (Genèse 41, 45-57) montre ainsi Joseph, qui a révélé au souverain égyptien la famine à venir, parcourir tout le pays pour accumuler des réserves pendant la

période d'abondance, avant de les vendre à la fois à la population du pays et à celles des pays voisins, elles aussi réduites à la disette... Joseph l'Hébreu, investi dans ce pays où il était arrivé malgré lui d'un pouvoir qui ne le cède qu'au pharaon lui-même ; Joseph, qui sait bien que l'intégration se fait à travers des compromis, ce qui va pour lui jusqu'au changement de nom et au mariage avec une femme égyptienne... Joseph qui pourtant n'oublie pas ses racines et donne à ses enfants des prénoms hébraïques.

À travers ce personnage de Joseph, se profilent des problématiques très actuelles, que Florence

Taubmann a déclinées en une série de questions pour orienter les travaux de groupes : elles concernent le rapport au pouvoir, l'évolution des noms, le mariage, la parentalité et la filiation, la réussite et le rapport qu'elle implique aux autres quand on n'est pas natif du pays, surtout quand on accède à une position d'autorité... Peut-on rester soi-même en vivant en diaspora ? Doit-on passer par une intégration ou une assimilation ? Pour transcrire ces problématiques dans le domaine des Églises, et dans le contexte français actuel, les étrangers installés en France se sentent-ils des vocations, une mission particulière, vis-à-vis de leur

pays d'accueil et vis-à-vis du pays dont ils viennent ? Vivent-ils une «double mission» comparable à celle de Joseph ? Peut-on travailler ensemble, avec nos propres vocations et missions d'accueil ? Comment reconnaître ces missions respectives et les conjuguer ? Au bout d'une heure d'échanges en groupes, ce sont des participants eux-mêmes issus d'autres pays et d'autres Églises, mais dont plusieurs sont aujourd'hui pasteurs en France, qui prennent d'abord la parole. «Nous qui avons une double culture, nous devons accepter de jouer le rôle de ponts», estime l'un d'eux, venu du Bénin. Un autre, d'origine congolaise,

s'interroge sur les difficultés de faire accepter de nouvelles pratiques musicales ou de nouveaux instruments dans les Églises en France. Les efforts d'intégration peuvent être douloureux, ce que reflète une question venue lors des échanges : «Que restera-t-il pour mes enfants de ce que j'ai apporté dans mes valises ?» Un participant de région parisienne met en avant le besoin d'échanger aussi sur ce qui fait mal, sur les blessures, comme celle de l'esclavage. Florence Taubmann insiste pour sa part sur le besoin de «ne pas parler à la place de l'autre, de lui laisser la chance de dire qui il est».

Un «réseau de villes accueillantes»



Rencontre des ERM du 6 décembre 2018 : une vue des travaux de groupes © Défap

Mais ces réflexions concernent les étrangers déjà installés, déjà accueillis, qui font déjà partie

de la vie d'une paroisse ; qu'en est-il de ceux qui arrivent, parfois dans des conditions très difficiles, et pour lesquels la première question est justement celle de l'accueil ? C'est le thème de l'intervention de Geneviève Jacques en début d'après-midi, qui après avoir fait un retour sur les racines protestantes de la Cimade et sur ses origines remontant à la Deuxième Guerre Mondiale, évoque les problématiques d'aujourd'hui. «La question de l'accueil de l'étranger, de la place qui lui est reconnue dans nos sociétés, note-t-elle, est plus clivante aujourd'hui que jamais. Le positionnement accueil ou non-

accueil est une sorte de marqueur du type de société que l'on veut.» Face aux tentations de repli, «le réveil que l'on constate actuellement dans la société civile est un grand espoir pour nous. On ne se contente pas d'accueillir et d'accompagner : on veut que les politiques changent. La Cimade a un rôle de vigilance exigeante, qui agace les ministres de l'Intérieur successifs (même s'ils nous reconnaissent ce rôle démocratique), et elle fait des propositions, pour que les décisions les plus désastreuses humainement soient changées. Elle fait aussi tout un travail juridique, elle intervient dans les tribunaux pour faire changer

les pratiques... Enfin, dernière grande priorité, la Cimade essaie de promouvoir que l'idée que d'autres politiques sont possibles.»

Une autre réalité concernant les étrangers à laquelle les Églises sont confrontées... et qui se révèle souvent douloureuse. Des participants évoquent des cas de familles prises en charge par des paroisses. Des cas où la cohabitation se révèle difficile en dépit d'une bonne volonté initiale... D'autres participants évoquent le découragement de personnes très investies pendant des mois ou des années auprès d'étrangers, dont le dossier de

demande d'asile, au bout du compte, n'a pas été accepté. Que faire alors, quand ces étrangers n'ont plus légalement le droit de rester en France, que l'État, après avoir soutenu les efforts des associations, se désengage ?

«Quand les choses se passent bien, reconnaît Geneviève Jacques, c'est qu'il y a une coopération intelligente entre les services de l'État, les municipalités et le secteur associatif». Et il y a des signes d'espoir : elle en veut pour preuve une initiative lancée par Damien Carême, le maire de Grande-Synthe, qui avait ouvert en 2016 sur sa commune le premier camp humanitaire de France. Il est à l'origine de la constitution

d'un «réseau de villes accueillantes», qui ont décidé d'inventer une politique de l'accueil des migrants...

«Aujourd'hui, plaide Geneviève Jacques, il faut imaginer, inventer une façon de redonner corps et vie au beau terme d'hospitalité. Il y a six ans, pendant la campagne présidentielle de 2012, la Cimade avait lancé une campagne intitulée : Inventer une autre politique de l'hospitalité.

C'est un concept auquel les chrétiens peuvent apporter beaucoup ; et une idée autour de laquelle travaillent des auteurs très divers. La revue *Esprit* a sorti cet été un numéro intitulé Le courage de l'hospitalité.

L'anthropologue Michel Agier a écrit un livre intitulé : [L'Étranger qui vient. Repenser l'hospitalité](#) ; le Conseil œcuménique des Églises a mis en avant ce thème de l'hospitalité à l'occasion des célébrations de ses 70 ans...» L'hospitalité a de l'avenir.

Franck Lefebvre-Billiez

«L'intercultural

**ité est un
voyage, et
souvent, on ne
voit pas le
chemin»**

**Les paysages religieux
français et européens sont en
pleine recomposition,
traversés par des mouvements
qui travaillent tous les pays
et voient l'émergence de
sociétés de plus en plus
multiculturelles, mais aussi**

de plus en plus sujettes aux tensions inter-communautaires. Comment les Églises peuvent-elles prendre en compte ces transformations, sans les subir ? Quel vivre-ensemble et quelles manières de témoigner inventer aujourd'hui ? Ces questions étaient au cœur du forum organisé les 23 et 24 novembre par la revue Perspectives Missionnaires à Paris, en partenariat avec le Défap, la Cevaa, la Fédération Protestante de France et DM-échange et mission. Avec des intervenants comme Jean-Claude Girondin, Jean-Paul Willaime, Joseph Kabongo, Bernard

**Coyault, ainsi que des tables-
rondes... Gros plan sur la
première de ces deux journées.**

*Ce film de Sonia Mussier a été
projeté le 23 novembre par Jean-
Luc Mouton au premier jour du
forum de la revue Perspectives
Missionnaires sur le thème
« Églises et replis identitaires :
pourquoi sortir de l'entre-soi ? »
Réalisation : [Campus Protestant](#).*

D'emblée, Jean-Luc Mouton avertit l'assemblée : «Je ne prétends pas faire un travail scientifique : ce film se veut simplement un «flash» sur une réalité très diverse.» Cette réalité, c'est celle des Églises récemment implantées en Île-de-France ; avec comme première illustration une visite au sein d'une paroisse de la FPMA, [l'Église Protestante Malgache en France](#). Des fidèles se racontent, évoquent leur parcours depuis Madagascar, leur arrivée en France, leur relation à Dieu, les raisons pour lesquelles ils fréquentent cette Église... «L'Église accueille depuis toujours de nouveaux arrivants en

quête d'une vie meilleure en France, peut-on entendre dans ce film ; mais arrivés en région parisienne, l'adaptation ne se fait pas sans difficultés». Une paroissienne ajoute un peu plus loin : «On n'a pas de repères, on ne sait pas sur qui s'appuyer ; repartir de zéro, ce n'est pas évident, heureusement qu'on a la foi». Après la FPMA, un détour par [l'Église évangélique des chinois à Paris](#) (EECP), qui organise des cultes en chinois, et des cultes en français, car si les primo-arrivants parlent chinois, «ceux de la deuxième génération, eux, sont tous francophones». Puis, rencontre avec [l'Église Messianique La Parole vivante](#),

installée à Viry-Châtillon, ou encore avec la [Word of Power Missionary Church](#), implantée par des Tamouls...

Jean-Luc Mouton connaît par expérience la diversité du protestantisme : pasteur et journaliste, il a été successivement responsable national des Éclaireuses et Éclaireurs unionistes de France, directeur de l'hebdomadaire *Réforme*, a travaillé au Conseil économique et social de Côte d'Ivoire, et il a [lancé avec Antoine Nouis](#) un site, [Campus Protestant](#), financé par la [fondation Bersier](#), dont le «cœur de cible» est justement constitué

par ces multiples Églises transfrontalières qui ont souvent un pied en France, un pied dans un autre pays – des Églises parfois désignées, faute de mieux, par l'expression contestée de «Églises issues de l'immigration». Le film qu'il présente en ce 23 novembre dans un des salons de la Maison du Protestantisme, rue de Clichy, à Paris, a été réalisé dans l'optique d'un forum organisé par la revue [Perspectives Missionnaires](#), en partenariat avec la [Fédération Protestante de France](#) (qui accueille la réunion), le Défap, la [Cevaa](#) et [DM-échange et mission](#), sur le thème : «Églises et replis identitaires : pourquoi sortir de l'entre-soi ?».

Dans le public, des personnalités du milieu catholique ou du milieu protestant (de tendance luthéro-réformée ou évangélique) ; des spécialistes des questions religieuses ; des sociologues ; des journalistes ; une délégation venue du Défap, co-organisateur de l'événement, et une autre venue de Suisse pour représenter DM-échange et mission ; on reconnaît même un uniforme de l'Armée du Salut...

«Le protestantisme est multicolore»

Pour aller plus loin :

- [Présentation de la revue Perspectives Missionnaires](#)
- [Églises et replis identitaires : un forum en partenariat avec le Défap](#)
- [Églises et replis identitaires : l'inscription au forum est ouverte](#)

En ouverture de cette première journée, [Marc-Frédéric Muller](#), directeur de la revue *Perspectives missionnaires*, unique revue protestante de missiologie dans l'aire francophone, avait tenu à poser le contexte et les enjeux d'un tel forum : «Nous vivons dans un monde pluriculturel, et les Églises en sont parties prenantes. C'est une réalité qui a toujours été là, mais elle a pris dernièrement plus d'ampleur. Comment fait-on société dans un monde de plus en plus pluriculturel ? Comment fait-on société à l'époque d'un individualisme croissant ? (...) La mondialisation a bien changé le visage de pays comme la France, la

Suisse... Mais ce n'est ni un drame, ni un échec. Est-ce la vocation des Églises de montrer les opportunités, les promesses de ces changements ? Ont-elles une expertise, un savoir-être ?»

[François Clavairolly](#), président de la Fédération protestante de France, avait pour sa part relaté une rencontre avec des journalistes : «Quand je suis arrivé à la FPF, on m'a demandé : comment définissez-vous les protestants ? J'avais répondu : le protestantisme est multicolore. Aujourd'hui, j'ajouterais : il l'est à la fois aux plans culturel, confessionnel, spirituel, liturgique, et aussi bien évidemment au plan humain».

Mais tout ceci ne va pas sans tensions, ni sans risques. Ce qu'a rappelé le premier intervenant de la journée, [Jean-Paul Willaime](#), directeur d'études à l'[École pratique des hautes études](#), en apportant sur ce phénomène le regard du sociologue : parmi les tendances récentes liées à la mondialisation, il note au niveau international «une remontée ethnicisante du religieux, une remontée du lien que l'on fait entre religion et territoire», rappelant fortement le triptyque «une foi, une loi, un roi que les protestants ont bien connu à l'époque de la révocation de l'Édit de Nantes». Or «l'entre-soi socio-religieux est fortement

mortifère», alors que «nous vivons de plus en plus dans un monde interdépendant, un monde de mobilités multiples». Dès lors, «comment vivre ensemble dans des sociétés nationales qui se trouvent dans un monde cosmopolite ? Le nouveau clivage mondial opposerait-il les *somewhere*, enracinés dans un lieu, et les *anywhere*, les personnes déracinées et de nulle part ?»

Un phénomène qui, en Europe, est encore compliqué par des sociétés fortement sécularisées, où les Églises sont en perte d'influence, avec l'apparition de ceux que des sociologues ont baptisés les «*non-vertis* : des personnes qui ont été

socialisées dans une religion, et qui la quittent (par opposition au terme de *convertis*). Ainsi en France, seuls 26% des jeunes adultes se déclarent chrétiens ; au Royaume-Uni, ils sont 21%». Mais parallèlement à «cet affaiblissement de l'appartenance institutionnelle, à cette baisse d'influence de la régulation institutionnelle, sociale par la religion, on note une explosion de la religiosité». Conséquence paradoxale : se dire chrétien aujourd'hui en Europe, c'est une posture qui se fait plus rare... mais qui est plus assumée. «L'engagement religieux devient un phénomène minoritaire, une sous-culture. Pour les personnes qui

choisissent d'être engagées, cela se traduit par un engagement conscient de plus en plus professant». Une tendance que Jean-Paul Willaime décrit comme une forme «d'évangélisation sociologique du christianisme»... et partiellement détachée des institutions, puisqu'il note parallèlement «une certaine transconfessionnalisation du christianisme : des hybridations réciproques, l'émergence d'un christianisme transconfessionnel, qui cherche à dépasser le christianisme institutionnel à travers un christianisme plus personnel». Au final, dans un contexte international marqué par la spectaculaire perte de poids et

d'influence de l'Europe, un contexte dans lequel, aujourd'hui, «le christianisme est plus une religion africaine, asiatique, américaine qu'européenne, alors qu'en 1910, lors de la Conférence d'Édimbourg, la majorité des chrétiens du monde vivaient en Europe», la religion peut apparaître comme «un ancrage dans un monde de mobilités».

**Éviter «que
l'interculturel
soit autre chose
qu'un vœu pieux»**



Deux intervenants lors du forum : Jean-François Zorn (à gauche) et Jean-Paul Willaime (à droite) © Défap

Après ce panorama global, [Yannick Fer](#), également sociologue, chargé de recherche au CNRS et qui a publié en 2017 un ouvrage sur [Le protestantisme à Paris. Diversité et recompositions contemporaines](#), resserre les débats sur l'Île-de-France. Un lieu où se concentrent

et s'expriment ces diverses influences perceptibles au niveau international, avec au centre Paris, «ville globale. Une ville marquée par quatre phénomènes : concentration (près d'un Français sur cinq vit en Île-de-France, une proportion que l'on retrouve chez les protestants) ; hiérarchisation ; ségrégation (et notamment spatiale, avec une éviction des populations modestes du centre et de l'Ouest de la région) ; migrations.» Le protestantisme francilien n'échappe pas à ces diverses tendances : il intègre ainsi une bonne partie de la diversité des nouveaux arrivants en Île-de-France, issus de 192 pays différents. Et la ségrégation

spatiale traverse aussi les milieux protestants, avec des Églises implantées de longue date dans Paris intra-muros, qui parfois font leurs cultes et leurs réunions dans des bâtiments historiques, alors que des Églises nées récemment, souvent de tendance évangélique et pentecôtiste, et que l'on retrouve plutôt en banlieue Est, peinent à trouver des locaux... Des différences qui recouvrent aussi, bien souvent, des approches théologiques et des manières de vivre l'Église très différentes.

La vie des Églises, et les relations entre communautés, sont donc traversées par toutes les

tensions du monde contemporain, qui se concentrent en particulier dans les grandes métropoles comme l'agglomération parisienne. Comme le rappellera dans l'après-midi un autre sociologue, [Frédéric de Coninck](#), professeur à l'[École Nationale des Ponts et Chaussées](#) et chercheur au [Laboratoire Ville, Mobilité, Transport](#) à Marne-la-Vallée, «on est aujourd'hui colonisé par toutes sortes de références culturelles», qui font écran au moment de la rencontre. Dans ce difficile dialogue au sein d'Églises de plus en plus multiculturelles et entre Églises de plus en plus diverses, il appelle à «saisir les rapports de force sous-jacents si on veut que

l'interculturel soit autre chose qu'un vœu pieux» ; à «construire des lieux de dialogue sur la base d'une égalité des paroles» ; à ne pas oublier la référence centrale à «Dieu surplombant nos différences», sachant que «nous sommes tous au bénéfice du sacrifice de Christ». Ce à quoi [Jean-Claude Girondin](#) répondra un peu plus tard comme en écho : «Nous sommes invités à dépasser la méfiance, la peur, l'indifférence». Lui aussi sociologue, mais également [pasteur d'une Église mennonite de région parisienne](#), directeur du Département action et formation d'[Agapé France](#), et chargé de cours à la [Faculté libre de théologie](#)

évangélique de Vaux-sur-Seine, il souligne : «l'interculturalisme peut être un projet pastoral dans une Église où l'on constate la dimension multiculturelle.» Un projet qui ne peut toutefois avancer que de manière tâtonnante, prudente, entre de multiples écueils : si «l'interculturalité est un voyage (...) souvent, on ne voit pas le chemin».

Franck Lefebvre-Billiez

Les droits de l'homme et les religions

Le Défap était représenté par son Secrétaire général, Jean-Luc Blanc, au colloque organisé le 4 décembre au Sénat par la Conférence des responsables de Culte en France sur le thème «Les droits de l'homme et les religions». Un colloque placé sous le haut patronage de Gérard Larcher, Président du Sénat, à l'occasion du 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948. Au menu de cette

rencontre, des thèmes interrogeant les relations profondes entre les religions et les droits de l'homme.



Image du colloque du 4 décembre au Sénat © Jean-Luc Blanc pour Défap

L'année 2018 marque le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Alors que ce texte représente une avancée inégalée

dans l'histoire de l'humanité, il n'empêche toujours pas aujourd'hui les pires violations des droits de l'homme et le monde reste marqué par les dramatiques réalités de l'oppression, de la violence, de l'injustice et des inégalités.

La Conférence des responsables de Culte en France souhaitait, à l'occasion de cet anniversaire, par l'organisation de ce colloque, témoigner et réfléchir à la façon dont les différents cultes pensent et vivent l'articulation de leurs engagements, de leurs convictions et de leur foi avec cette «plus haute aspiration de l'homme». Elle souhaitait aussi interroger les relations entre les cultes et les

droits de l'homme : y a-t-il une origine religieuse des droits de l'homme ? Les cultes sont-ils promoteurs et porteurs des promesses contenues dans cette déclaration ?

Les responsables de Culte en France ont proposé ainsi un programme constitué d'une conférence d'ouverture et d'une table ronde interreligieuse avec les meilleurs spécialistes de la question par confession sous le haut patronage de Gérard Larcher, Président du Sénat et avec l'intervention de M. Jean-Louis Bianco, Président de l'Observatoire de la Laïcité.

Y a-t-il une vision religieuse des droits de l'homme ?

Pour aller plus loin :

- [«L'interculturalité est un voyage, et souvent, on ne voit pas le chemin» : retour sur le colloque de Perspectives Missionnaires, co-organisé avec Le Décap](#)

La conférence d'ouverture faisait ainsi intervenir Valentine Zuber, historienne, directrice d'étude à l'École pratique des hautes études (EPHE), spécialiste de l'histoire de la tolérance religieuse et du pluralisme en Europe. Elle a particulièrement travaillé sur l'histoire de la laïcité en France et sur les origines intellectuelles des droits de

l'homme. Elle s'intéresse actuellement aux paradoxes de la défense de la liberté religieuse dans le cadre de l'universalisation des droits de l'homme.

La table ronde interreligieuse organisée à la suite de cette conférence était animée par le journaliste Jean-Michel Carpentier, de France Télévision, et faisait intervenir :

- le rabbin Didier Kassabi (Judaïsme) : rabbin du Consistoire de Paris à Boulogne Billancourt**
- le professeur Jean-Paul Willaime (Protestantisme) : docteur en sociologie et**

- sciences religieuses, directeur d'études EPHE et à la Sorbonne
- le professeur Eric Vinson (Bouddhisme) : enseignant, chercheur et journaliste (docteur en Sciences politiques, chercheur associé au GSRL, EPHE-CNRS) spécialiste sur le religieux, le spirituel et la laïcité. Directeur du programme interreligieux Emouna à Sciences Po
 - Maître Chems Eddine Hafiz (Islam) : avocat algérien, vice-président du Conseil français du culte musulman (CFCM)
 - le père Baudoïn Roger (Catholicisme) : Collège des Bernardins, département

Économie & Société

· le professeur Georges Prévélakis (Orthodoxie) : professeur à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), membre du laboratoire Géographie-cités et membre associé du CERI (Sciences Po), spécialiste de la géopolitique des Balkans et des diasporas.

La conférence des responsables de Culte en France

La conférence des responsables de Culte en France (CRCF) a été créée le 23 novembre 2010. Elle regroupe six instances responsables du Bouddhisme, des Églises chrétiennes (Catholique, Orthodoxe, Protestante), de l'Islam et du Judaïsme.

Cette initiative est justifiée par la volonté des responsables de Culte en France d'approfondir leur connaissance mutuelle, par le sentiment de contribuer ensemble à la cohésion de notre société dans le respect des autres courants de pensée, et par la reconnaissance de la laïcité comme faisant partie du bien commun de notre société.

Les membres de la CRCF se rencontrent régulièrement pour partager leurs actualités et discuter des sujets communs qui les occupent et organisent des colloques à dimension interreligieuse sur des sujets de société.

Ses membres en sont actuellement :

- Mgr Georges Pontier et Mgr Pascal Delannoy, Conférence des Évêques de France
- M. le Pasteur François Clavairoly et Mme Christiane Énamé, Fédération Protestante de France
- Métropolitain Emmanuel et Métropolitain Joseph, Assemblée des Évêques Orthodoxes de France
 - M. le Grand Rabbin Haïm Korsia et M. Joël Mergui, Consistoire Central Israélite de France
- M. Ahmet Ogras et M. Anouar Kbibech, Conseil Français du culte Musulman
- Mme Minh Tri Vo et M. Olivier Wang-Genh, Union Bouddhiste de France

En dialogue par- delà les frontières, de Brazzaville à Strasbourg

Faciliter les échanges de professeurs de théologie fait partie des missions du Défap : à travers leurs voyages, à travers leurs rencontres avec d'autres professeurs ou étudiants, ce sont des approches différentes qui

entrent en dialogue et s'enrichissent mutuellement. Rencontre avec le pasteur Alphonse Loussakou, de l'Église évangélique du Congo, professeur d'histoire de l'Église à la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, venu en France pour une douzaine de jours afin de resserrer les liens avec la Faculté de théologie protestante de Strasbourg.



Alphonse Loussakou, de l'Église

***évangélique du Congo, professeur
d'histoire de l'Église à la
Faculté de théologie protestante
de Brazzaville, au début de son
séjour en France, dans le jardin
du Défap © Défap***

**Défap : Dans quel cadre s'inscrit
votre venue en France ?**

**Alphonse Loussakou : La décision
en a été prise à la suite d'un
séjour en France du Dr. Laurent
Gaston Loubassou, doyen de la
Faculté de théologie protestante
de Brazzaville – une Faculté qui
est gérée par l'Église évangélique
du Congo (EEC). Dès son retour, il
a réuni tous les enseignants lors**

d'un Conseil de la Faculté, pour évoquer avec nous les moyens de développer le partenariat avec la France, et en notamment, dans le cas qui m'occupe aujourd'hui, avec la Faculté de Strasbourg. Il existe déjà des collaborations entre enseignants chercheurs, par exemple avec l'Institut de Théologie Protestante, présent à Paris et Montpellier, mais il s'agissait d'aller au-delà en essayant de mettre en place davantage d'échanges d'enseignants avant, peut-être, des échanges d'étudiants. J'ai moi-même eu l'occasion d'étudier à l'Institut Protestant de Théologie de Montpellier avant d'être enseignant. Rémi Gounelle,

professeur d'Histoire de l'Antiquité chrétienne à Strasbourg, est déjà venu chez nous ; ainsi qu'un enseignant de Montpellier, Élian Cuvillier, qui était alors venu pour des interventions sur le Nouveau Testament.

Parlez-nous du paysage religieux au Congo : qu'y recouvre le protestantisme ?

Pour aller plus loin :

- [Le point sur le Congo-Brazzaville et sur les actions du Défap](#)
- [Un voyage pour «toucher du doigt les réalités de la vie au Congo»](#)
- [Mission au Congo : des chantiers nombreux et audacieux](#)
- [Le Défap au Congo : projets en cours](#)

Alphonse Loussakou : Il y a un

fort développement de nouvelles Églises, dont une majorité sont de tendance charismatique ou pentecôtiste. Dans la seule agglomération de Brazzaville, on trouve pas moins de trois cents dénominations : pratiquement à chaque carrefour, on croise une Église différente. C'est un milieu foisonnant dans lequel il n'est pas facile de se retrouver ; je suis à la tête d'une structure qui est en cours de constitution, une bibliothèque destinée au corps pastoral de l'Église évangélique du Congo, et nous sommes actuellement dans une phase d'identification de toutes ces différentes dénominations.

Devant ce foisonnement, il y a une vraie demande de la part de nos étudiants de revenir aux fondements historiques de notre Église. L'histoire de l'EEC trouve sa source dans les travaux de la Mission évangélique suédoise. On a coutume de faire remonter l'origine de notre Église à l'installation de la première station missionnaire de Madzia, dans le département du Pool. C'est là en effet qu'en janvier 1909, le missionnaire Hammar avait créé le premier poste missionnaire du Congo-Français. Ce sont les travaux de cette Mission évangélique suédoise qui constituent le sujet de mes recherches actuelles, ainsi que

leurs effets économiques et culturels au Congo-Brazzaville. Je m'intéresse tout particulièrement à la figure d'un missionnaire suédois, Westlind Niels, qui a vraiment façonné l'histoire de la mission au Congo. Il y a effectué trois séjours de plusieurs années entre 1882 et 1895. Il était linguiste et a élaboré une grammaire pour la langue kikongo.

Quelles sont les attentes des étudiants en théologie à Brazzaville ?



Alphonse Loussakou place Denfert-Rochereau, à Paris, au dernier jour de son séjour en France, fin novembre © Gérard Banzakassa

Alphonse Loussakou : Ils espèrent l'ouverture d'un département de missiologie au niveau de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville. Pour l'instant, beaucoup d'entre eux suivent des cours dispensés par L'Alliance chrétienne et missionnaire (en

anglais : The Christian and Missionary Alliance – C&MA). Un tel département est un vrai besoin chez nous. La venue d'enseignants de France qui ont animé quelques cycles de conférences a été très appréciée. Elle a permis de proposer des perspectives tout à fait nouvelles à nos étudiants ; et aux-mêmes ont pu en profiter pour emmener parfois ces enseignants dans des directions qu'ils n'avaient pas prévues au cours de leurs interventions... Je me souviens par exemple d'une conférence d'Élian Cuvillier, qui s'était retrouvé avec des questions sur l'homosexualité ; il avait alors expliqué la perspective européenne sur ce

sujet.

Parmi les perspectives nouvelles qui sont très attendues par nos étudiants, il y a tout ce qui concerne l'histoire des idées. Nous avons souvent tendance, dans nos enseignements, à coller beaucoup plus aux événements ; quand nous recevons un enseignant venu de France, les étudiants ont l'impression de se retrouver soudain dans un cours de philosophie. C'est une approche très stimulante, et qui m'avait frappé déjà lorsque je suivais moi-même des enseignements à Montpellier. Je m'en suis depuis inspiré dans les cours que je dispense à mes étudiants ; par

exemple lorsque j'ai évoqué la pensée de Martin Luther à propos de l'histoire de la famille...

*Propos recueillis par Franck
Lefebvre-Billiez*

**Une «session
retour» commune
Défap – Cevaa –
DM**

Pendant trois jours, du 30 novembre au 2 décembre 2018, une

douzaine d'anciens envoyés du Défap, de la Cevaa et de DM-échange et mission se retrouvent en Suisse pour une rencontre ayant valeur d'expérience : une «session retour» commune. Si l'envoi de personnes est une caractéristique de ces trois organismes, les pratiques et les contextes en sont très différents ; néanmoins, une telle rencontre peut leur permettre à tous trois d'enrichir leurs manières de faire, d'y réfléchir en commun, de s'interroger sur leurs modèles. De comprendre avec les anciens envoyés leur cheminement, et ce qui peut être tiré de cette expérience de l'envoi sur les plans individuel, professionnel et

spirituel. Avec des questions qui se recoupent, et notamment celle-ci : comment faire de ces anciens envoyés des témoins de la mission ?



Photo de groupe de la session retour d'octobre 2018 © Défap

La Cevaa et le Défap sont nés en 1971, d'un ancêtre commun : la Société des Missions Évangéliques de Paris (la SMEP), qui avait eu de 1822 à la fin des années 60 une activité missionnaire s'étendant du Lesotho au Togo, de l'Océan indien au Pacifique. DM-échange et mission, département missionnaire des Églises de Suisse romande et des Églises françaises en Suisse alémanique (la CERFSA) était né quelques années plus tôt, en 1963. Entre ces trois organismes institués pendant la même période et entretenant des relations avec les mêmes pays, on retrouve encore aujourd'hui des domaines d'activité très proches, et des échanges réguliers. Parmi leurs

points communs, l'envoi de personnes. Défap, Cevaa et DM-échange et mission ont donc régulièrement des envoyés présents dans leur réseau d'Églises ; certains de ces envoyés peuvent d'ailleurs parfois être volontaires pour l'un, puis pour l'autre organisme (c'est ce qui s'est déjà produit notamment pour des envoyés ayant la double nationalité française et suisse). Des partenariats peuvent aussi s'établir lors de la formation (des envoyés Cevaa ont pu participer à la formation au départ du Défap). Mais dans ce domaine, les échanges sont restés jusqu'à présent ponctuels. Si elle n'est pas à proprement parler une

première, la «session retour» commune qui doit se tenir du 30 novembre au 2 décembre à Longirod, en Suisse, a donc un peu valeur d'expérience.

Il s'agit d'organiser, pendant trois jours, entre des anciens envoyés des trois organismes, un temps commun d'échange et de partage de leurs expériences. De telles «sessions retour» sont régulièrement organisées par le Défap, ainsi que par DM-échange et mission : dans la mesure où leurs volontaires bénéficient d'un statut reconnu par les pouvoirs publics, ce statut est assorti d'obligations légales. Un «debriefing» en fin de mission

fait partie de ces obligations. Le Défap prévoit ainsi un entretien individuel dès le retour de mission de ses VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) ou de ses services civiques, suivi quelques semaines plus tard d'une session retour commune ; DM-échange et mission reçoit aussi individuellement ses civilistes de retour, qui se retrouveront tous quelques mois plus tard. Pour la Cevaa, qui ne fait pas de l'envoi de personnes depuis un pays en particulier, mais des échanges entre de multiples pays et de multiples Églises, avec des statuts et des contraintes légales très divers, la question de l'opportunité d'une telle session

retour se posait autrement. Mais si les pratiques et les cadres légaux diffèrent, d'anciens envoyés peuvent avoir beaucoup à partager ou à apprendre en compagnie d'autres personnes ayant vécu une expérience similaire avec un autre organisme d'envoi ; et les organismes eux-mêmes peuvent y trouver matière à améliorer leurs propres pratiques.

La mission peut-elle encore changer l'Église ?

Pour aller plus loin :

- [Session retour du Défap : l'heure du bilan](#)
- [Comment préparer «l'après-mission»](#)
- [Session retour 2018 : prévoir l'atterrissage](#)
 - [Session retour 2018 : les images de la première journée](#)
 - [Session retour 2018 : les images de la dernière journée](#)
- [Chloé, envoyée au Bénin : «On apprend aux autres, et on apprend des autres»](#)
- [Envoyés : en route pour la session retour !](#)
- [Madagascar : «Un projet de couple, mûri à deux»](#)
- [Le site de l'Agence du Service Civique](#)
 - [Présentation du Défap par quelques-uns de nos partenaires : France Volontaires...](#)
 - [... et Coordination Sud, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.](#)

L'idée d'une telle session commune est née en 2016, lors d'une rencontre entre les Secrétariats de la Cevaa, de DM-échange et mission et du Défap. Elle a été

préparée en collaboration avec les services chargés des envoyés des trois organismes. Les participants en seront d'anciens envoyés ayant achevé leur mission depuis deux à trois ans – ce qui différenciera cette rencontre des «sessions retour» du Défap et de DM. Ils seront une douzaine, venus du Rwanda, de France, de Suisse, de Madagascar, partis en mission au Maroc, au Togo, ou encore en Haïti ; tous seront logés à la Maison «À l'Ouche», pendant que les séances de travail se tiendront à la salle de paroisse de Longirod. Elles seront animées par Anne-Sophie Macor pour la Cevaa, Gerda Borgeaud pour DM-échange et mission, et Laura Casorio pour le

Défap.

Pendant ces trois jours, chacun sera amené à faire une présentation de sa mission, évoquer ce qui a été vécu sur place, avant de parler des conditions de son retour : réadaptation sur place, éventuelle recherche d'emploi... A chaque fois, il s'agira d'envisager pour chacun les effets de l'envoi et du retour de mission, tant sur le plan personnel, que sur le plan professionnel ou spirituel : on rentre nécessairement changé d'une telle expérience. Chacun revient avec une vision du monde qui a évolué ; et parfois avec un regard différent sur sa propre Église.

Chacun peut, aussi, avoir des choses à dire à l'organisme qui l'a envoyé ; et ces organismes peuvent, eux-mêmes, non seulement améliorer leurs pratiques en fonction de ces retours d'expérience, mais aussi tenter d'y réfléchir en commun. L'idée a ainsi été évoquée de créer, à l'occasion de cette session commune, un outil d'amélioration de l'échange de personnes, avec par exemple des fiches rédigées par les participants et à indexer au Manuel de l'envoi Cevaa.

Il s'agira aussi de se pencher sur «l'après» : quelques années après un retour de mission, comment évaluer la «valeur ajoutée» d'un

échange, que ce soit pour l'institution qui reçoit, pour l'Église d'accueil, pour l'Église d'envoi, et pour l'envoyé lui-même ? Quel sens en retirent ceux qui en ont été les acteurs ? Est-ce un modèle à faire évoluer ? Et pour les organismes d'envoi, comment faire de ces anciens envoyés de futurs témoins ? Comment leur permettre de devenir, à leur tour, des avocats de la mission ? Au bout du compte, la mission peut-elle encore changer l'Église ?

Suisse : DM- échange et mission s'engage dans la réciprocité

**DM-échange et mission,
l'équivalent du Défap pour les
Églises protestantes de Suisse
romande, a tenu le 17 novembre
son Synode missionnaire
(équivalent d'une Assemblée
générale) : une réunion qui a
vu les premiers résultats**

d'une réflexion approfondie lancée depuis de nombreux mois sur le futur de l'organisation. S'appuyant sur le constat que le «centre de gravité du christianisme s'est déplacé au Sud», ce 117ème Synode missionnaire, après un intense débat, a décidé à une large majorité de soutenir une nouvelle vision, dite de «réciprocité». Avec trois thématiques porteuses : la formation théologique, le développement rural, l'éducation.



***Les membres du Conseil de DM-
échange et mission © DM-
échange et mission***

**C'est par une question aux
délégué-e-s qu'Étienne Roulet,
président du Conseil de DM-
échange et mission, a débuté
le 117ème Synode missionnaire.
« Quel type de fraternité à
l'échelle du monde voulons-
nous manifester et vivre
aujourd'hui ? » À cette
question, le Conseil apporte
ses éléments de réponse par le
biais des orientations
stratégiques 2020 qu'il porte
au vote ce jour et dont un**

élément clé est la
réciprocité.

Pour DM-échange et mission,
cette direction s'appuie sur
le constat que le «centre de
gravité du christianisme s'est
déplacé au Sud». Les Églises
du Nord pourraient bénéficier
de forces renouvelées en
recevant le témoignage et le
soutien des Églises du Sud.

Pour aller plus loin :

- [Le site de DM-échange et mission, département missionnaire des Églises de Suisse romande](#)
- [Échos du 116ème Synode missionnaire de DM-échange et mission](#)
- [«La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ?»](#)
- [Medias-pro](#)
- [RTSreligion](#)

Le Synode missionnaire, après un intense débat, a décidé à une large majorité de soutenir une nouvelle vision. Cette vision, dite de réciprocité, poursuit la solidarité des Églises du Nord envers celles du Sud mais il est reconnu également que ces dernières sont porteuses de richesses pouvant soutenir la mission des Églises au Nord.

Dans un contexte de profonds changements tant sociétaux qu'ecclésiaux, DM-échange et mission annonce ainsi clairement son identité

future. Trois thématiques porteuses se dégageront désormais des projets soutenus dans douze pays d'Afrique, de l'Océan Indien, du Moyen-Orient et d'Amérique latine et également en Suisse :

- la formation théologique,**
- le développement rural,**
- l'éducation, ces deux dernières permettant un lien fort avec la société civile.**

Fort d'une longue expérience dans l'envoi de personnes à moyen et long terme, DM-échange et mission confirme sa volonté de poursuivre et

intensifier cet aspect de son mandat en l'intégrant à cette vision de réciprocité.

Durant l'année 2019, le travail de mise en œuvre de cette nouvelle orientation s'organisera, notamment par le dialogue avec l'ensemble des partenaires, la planification financière et la réorganisation interne du secrétariat.

En complément, retrouvez ci-dessous une interview de [Michel Kocher](#), journaliste

***et directeur de Medias-pro,
l'un des trois partenaires de
RTSreligion, le service des
émissions religieuses à la
Radio télévision suisse.***

**«Jeûne pour le
climat» : le
texte de
l'appel
diffusé avant
la COP24**

«Sortir de la fascination

du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement» : c'est ce qu'espère produire une initiative lancée par quatre personnalités protestantes, Alexandra Breukink, Natacha Cross-Ancey, Marion Muller-Colard et Martin Kopp. Tous quatre ont diffusé un appel en faveur d'un nouveau «Jeûne pour le climat», alors que doit s'ouvrir le 3 décembre en Pologne la 24ème conférence internationale sur le climat, qui doit

préciser les termes de l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015.



***Jeûner*, c'est prendre soin de soi, des autres et de notre environnement. Prendre soin de soi en offrant à son corps et son esprit un temps différent. Prendre soin des autres en**

**témoignant de notre
capacité à nous limiter
pour une meilleure
répartition des ressources.
Prendre soin de ce que
certains appellent nature,
d'autres création, en nous
montrant capables de
résister à l'avidité
encouragée par nos sociétés
de consommation.**

***Jeûner pour le climat,*
c'est répondre à l'alerte
lancée par le Groupe
intergouvernemental sur**

l'évolution du climat (GIEC) et interpeller les citoyens et les gouvernements à l'occasion de la COP24 :

***Ouï*, nous avons entendu qu'il est à la fois urgent et possible d'agir pour limiter le réchauffement climatique en cours. Continuant à évoluer sur sa trajectoire actuelle, il engagerait à court terme des dérèglements dévastateurs et**

irrémediables pour l'ensemble du vivant.

Pour aller plus loin :

- [Un «jeûne pour le climat» relancé avant l'ouverture de la COP24](#)
- [Jeûnons ensemble pour le climat : le site de l'initiative française](#)
 - [Chrétiens unis pour la terre](#)
 - [Le site du Sommet interreligieux sur le changement climatique \(appel de 2014\)](#)
 - [« Marche pour le climat : des centaines de milliers de personnes dans le monde » \(article et photos sur le site de la FPF\)](#)
- [Un jour de jeûne pour la justice climatique : article sur le site du Défap \(archives\)](#)
- [L'Eglise Catholique de France se joint à l'initiative inter-religions pour un « jeûne climatique »](#)
 - [« Ce que l'écologie française doit au protestantisme » : article de La Croix sur le site de La Maison Verte](#)
- [Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat \(article du journal Le Monde\)](#)
 - [Un jour de jeûne par mois « contre l'injustice climatique » \(article de Libération\)](#)

***Ouï*, nous avons conscience que les conséquences du dérèglement climatique pour l'humanité touchent et toucheront d'abord les populations les plus vulnérables. Chacun et tous devons nous mobiliser pour prévenir les injustices et les violences locales qui sont le résultat d'une irresponsabilité collective.**

***Ouï*, nous avons une plus belle ambition que celle de**

« tirer notre épingle du jeu » : que la crise que nous traversons à une échelle inédite soit l'occasion d'une transformation positive de l'humain, conscient d'appartenir à un monde, à une histoire, à une communauté avec lesquels il interagit pour le meilleur et non plus pour le pire.

Jeûner pour le climat,
c'est saisir l'occasion de réfléchir à notre manière

d'habiter le monde et de décider de changements concrets dans nos modes de vie (choisir, par exemple, de manger, se déplacer, ou consommer autrement).

***Jeûner ensemble*, c'est rassembler des femmes et des hommes de tous horizons, d'appartenance confessionnelle ou non, militants ou non, autour d'une pratique ancestrale et d'une identité commune : habitants d'un monde en**

**surchauffe, en résistance
devant la fatalité et en
espérance pour un
changement au bénéfice de
tous.**

***Jeûner pour le climat,*
c'est sortir de la
fascination du désastre,
témoigner de la capacité
humaine au changement, à la
solidarité avec sa propre
espèce et l'ensemble du
vivant et encourager les
gouvernements à faire des
enjeux climatiques le point**

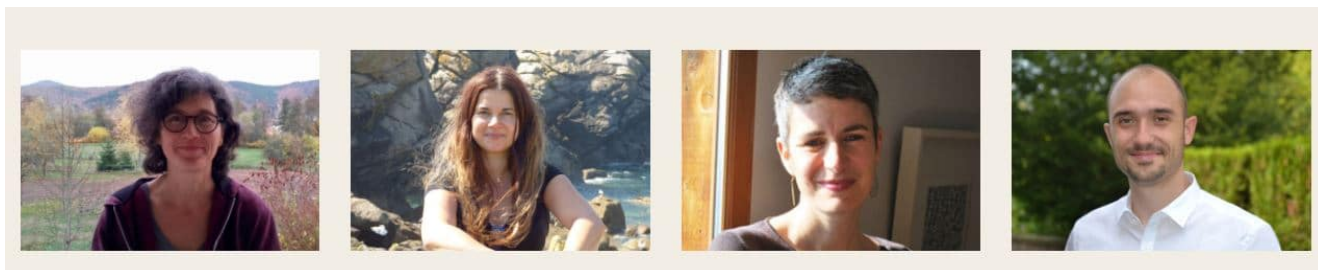
**giratoire de leur
politique.**

***Rendez-vous le vendredi 30
novembre, samedi 1er
décembre et dimanche 2
décembre, jour d'ouverture
de la COP24. Jeûnons un
jour ou plusieurs. Jeûnons
seul ou en groupe. Jeûnons
de nourriture ou d'autre
chose (de sa voiture, de
son smartphone, etc.). Et
pourquoi ne pas rompre son
jeûne par un repas joyeux,
qui célèbre nos engagements***

**actuels et à venir ?
Proposons et rejoignons des
événements locaux de jeûne
et/ou de repas de rupture
partout en France, grâce au
site :
jeunepourleclimat.net.**

***Cet appel est signé par
plus de 90 personnalités
venues de tous les
horizons, dont l'écrivain
Emmanuel Carrère, le
philosophe et écrivain***

Alexandre Jollien, Radia Bakkouch, présidente de Coexister, Véronique Fayet, présidente du Secours catholique, ou encore Olivier de Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation et membre du comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU.



Les quatre personnalités à l'origine de cet appel : de gauche à droite, Alexandra Breukink, Natacha Croc-Ancey, Marion Muller-Colard et Martin Kopp